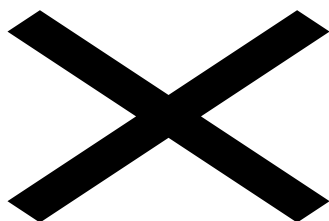


Un parti des Pays-Bas vote des sanctions contre Israël

Adri Nieuwhof

Lors de son congrès national du 16 avril, le parti libéral D66 – D pour « démocrates » – a appelé ses législateurs à promouvoir les demandes de l'Union européenne afin qu'Israël mette un terme à la construction de colonies dans les territoires occupés, ainsi qu'à d'autres violations des droits de l'homme.



La résolution de D66 – adoptée à une majorité de 75 % – stipule que, si Israël ne tient pas compte des demandes, l'accord associatif entre l'UE et Israël « *pourrait être (en partie) suspendu* ».

C'est la première fois, en fait, qu'un parti politique néerlandais exprime son soutien à des sanctions contre Israël en raison des violations permanentes par ce dernier de l'article 2 de l'accord entre l'UE et Israël, lequel article soumet les privilèges commerciaux à des conditions de respect des droits de l'homme fondamentaux.

D66 occupe actuellement 12 des 150 sièges à la Chambre basse du Parlement néerlandais et 10 sièges sur 75 au Sénat. Il occupe également 4 des 26 sièges des Pays-Bas au Parlement européen.

Ron Eisenmann, président du groupe de lobbying hollandais en

faveur d'Israël, CIDI, n'a pas tardé à accuser D66 de sectarisme anti-juif – répétant ainsi des accusations qu'Israël et ses alliés ont fréquemment lancées à l'adresse du mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).

« *Le monde est à feu et à sang, mais D66 adopte une motion contre Israël. On va vers deux poids deux mesures avec BDS et l'antisémitisme* », a tweeté Eisenmann.

Mais la résolution de D66 est tout simplement un appel à réclamer des comptes à Israël en raison de ses violations systématiques et permanentes des lois internationales.

Des dizaines de membres du Parlement européens et 46 organisations humanitaires internationales ont également réclamé la suspension de l'accord entre l'UE et Israël en tant que moyen de pression sur Israël pour qu'il mette un terme à ses abus.

L'activisme des jeunes

[La résolution](#), présentée par la section des jeunes de D66, a été le résultat d'une approche profonde des droits de l'homme, a déclaré Bart Vosmer, secrétaire politiques des Jeunes Démocrates, dans *The Electronic Intifada*.

Et d'ajouter que les Jeunes Démocrates avaient discuté des violations des droits de l'homme dans le monde et en Palestine en particulier et qu'ils en étaient venus à la conclusion que des sanctions pouvaient constituer une option afin de modifier cette situation.

En tant que parti libéral, D66 soutient le commerce, mais il veut également promouvoir les lois internationales, a expliqué Vosmer.

Il a également fait remarquer que les priorités commerciales octroyées par l'accord entre l'UE et Israël sont soumises à des conditions de respect des droits de l'homme.

L'appel en vue de la suspension de l'accord a donné lieu à un débat très animé, au cours duquel le parti a même été accusé de vouloir « *isoler* » Israël.

Mais Vosmer a répondu que les Jeunes Démocrates avaient infirmé cette allégation en disant que les violations par Israël des droits de l'homme duraient depuis de nombreuses années et que de très nombreux rapports et preuves le confirmaient.

Les Jeunes Démocrates, qui comptent 5 500 membres, constituent l'un des plus importants mouvements de jeunes des Pays-Bas. Il recherchera la coopération avec des organisations européennes sœurs afin de réaliser son objectif.

En attendant, les libéraux ont posé un exemple à l'adresse du Parti de la gauche écologique et du Parti socialiste, les deux principaux partis hollandais de gauche, qui vont devoir eux aussi adopter une position tranchée du même genre.

Publié le 18 avril 2016 sur [The Electronic Intifada](#)

Traduction : Jean-Marie Flémal



Adri Nieuwhof est une avocate des Droits de l'Homme, installée en **Suisse** et collaboratrice de l'**Electronic Intifada**. [Vous trouverez d'autres articles du même auteur sur ce site.](#)

Les produits des colonies

israéliennes « sont les bienvenus » en Europe, affirme un envoyé de l'UE à Tel Aviv

Ali Abunimah – The Electronic Infifada – 28 mars 2016



L'envoyé de l'UE, Lars Faaborg-Andersen, à Tel Aviv (via Facebook)

Le haut diplomate de l'Union européenne envoyé à Tel Aviv a encouragé la vente des produits fabriqués dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée.

Prenant la parole à Jérusalem lundi, l'ambassadeur de l'UE, Lars Faaborg-Andersen, y déclare que « *les produits des colonies sont les bienvenus sur le marché de l'UE* ».

Faborg-Andersen tient ces propos lors d'une conférence dont l'objectif est de mettre un arrêt au mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) qui soutient les droits des Palestiniens, conférence parrainée par les publications israéliennes *Yediot Ahronot* et *Ynet*.

« *Permettez-moi de vous dire quelque chose qui est clair à 100 % : l'Union européenne est contre le BDS* », affirme Faaborg-

Andersen. *« Notre politique est totalement opposée au BDS, notre politique est une politique d'engagement avec Israël ».*

L'émissaire, qui dirige la délégation de l'UE en Israël, avait ignoré les appels des Palestiniens lui demandant de se retirer de la conférence anti-BDS où il devait intervenir comme invité avec un éminent leader d'un mouvement de colons d'Israël.

Faaborg-Andersen réitère aussi l'opposition verbale de l'UE aux colonies, déclarant qu'elles sont *« illégales au regard du droit internationale et un obstacle au processus de paix ».*

Mais sa promotion active des produits des colonies est dans le prolongement de la politique de l'UE de saborder toute mesure visant à rendre Israël responsable et à apporter un changement à des réalités auxquelles l'UE prétend s'opposer.

Réagissant aux propos de Faaborg-Andersen, Mahmoud Nawajaa, porte-parole du Comité national palestinien du BDS (le BNC), déclare : *« L'Union européenne a une nouvelle fois abandonné sa propre politique par laquelle elle considère illégales les colonies israéliennes ».*

« Cette complicité éhontée de l'UE dans la protection et le maintien du régime israélien d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid, confirme qu'il faut absolument intensifier les campagnes BDS de terrain et des sociétés civiles contre ce régime, et aussi contre les entreprises et institutions impliquées dans ses violations des droits de l'homme », ajoute Nawajaa. *« Comme ce fut le cas lors de la lutte contre l'Afrique du Sud de l'apartheid, quand les gouvernements sont incapables de faire respecter la justice, alors les citoyens doivent agir ».*

Nawajaa critique également un autre acte de complicité de la part de l'UE, le refus de gouvernements de ses États-membres, la semaine dernière, de soutenir une résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies visant à créer une base de données sur les entreprises qui font du commerce dans les

colonies d'Israël.

La résolution a néanmoins été votée avec 32 voix pour et 15 abstentions.

Complicité dans les crimes de guerre

En promouvant les produits des colonies, Faaborg-Andersen, de l'UE, se fait un soutien actif des violations des droits de l'homme.

Dans un rapport qui fait date, Human Rights Watch a récemment demandé à toutes les entreprises de mettre fin totalement à leurs activités professionnelles dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est.

« Les entreprises des colonies contribuent inévitablement à la politique israélienne qui dépossède et discrimine durement les Palestiniens, tout en profitant des vols par Israël de la terre des Palestiniens et de leurs autres ressources », affirme Arvind Ganesan, directeur de la division Entreprises et Droits de l'homme de ce groupe basé à New York. *« La seule façon pour les entreprises de se conformer aux responsabilités qui sont les leurs en matière des droits de l'homme est d'arrêter de travailler avec et dans les colonies israéliennes ».*

Faaborg-Andersen semble également appliquer la politique de l'UE qui consiste à dire une chose, mais à en faire une autre.

En février, le gouvernement français, qui lui aussi prétend s'opposer fermement aux colonies israéliennes, a conclu un partenariat avec une chaîne de supermarchés qui fait des bénéfices dans les colonies, afin de promouvoir les produits français à l'intérieur des colonies israéliennes.

« L'Europe se rend complice des violations graves par Israël

du droit international, et notamment de ses crimes de guerre, en continuant tant son commerce militaire florissant et sa recherche militaire conjointe avec Israël, que son importation des produits des colonies qui résultent du vol par Israël de la terre et des ressources des Palestiniens, une politique à laquelle l'UE dit s'opposer », souligne Nawajaa du BNC. « L'UE a même refusé de suspendre l'accord de libre-échange UE-Israël et ce, en dépit des violations persistantes par Israël de sa clause relative aux droits de l'homme ».

Liberté d'expression

L'envoyé de l'UE s'est fait également l'allié des efforts d'Israël visant à écraser le mouvement BDS, en démentant que la récente décision de l'UE, qui exige des étiquettes exactes quant à l'origine des produits des colonies, constitue un boycott.

« Quand on combat le BDS, il est important de garder le sens des proportions et de veiller à ne pas donner au BDS une plate-forme supplémentaire à travers nos efforts pour le combattre », dit Faaborg-Andersen, tel que rapporté par The Jerusalem Post.

« Il existe une grande, grande différence entre la critique légitime de la politique d'Israël, et le BDS » déclare-t-il.

En déniaient toute légitimité au BDS, Faaborg-Andersen semble approuver les mesures de répression prises par certains gouvernements européens contre leurs citoyens engagés dans le mouvement pour les droits des Palestiniens.

Cependant, ceux qui sont pour la liberté d'expression quand il s'agit de la Palestine ont trouvé un allié inattendu en la personne de l'ambassadeur US en Israël, Dan Shapiro.

Dans son intervention, Shapiro dénonce le mouvement BDS et révèle : *« Nos efforts pour combattre les boycotts sont une question récurrente dans les discussions de travail*

bilatérales et de haut niveau avec le gouvernement d'Israël ».

« Il est vrai qu'il y a des voix aux États-Unis, sur les campus universitaires et ailleurs, qui font la promotion de la campagne BDS contre Israël » dit Shapiro. « Et dans notre démocratie, leur droit à la liberté d'expression ne peut être réduit ».

« Mais aucun citoyen américain ne doit avoir le moindre doute que la politique du gouvernement US est de s'opposer de façon résolue à de telles initiatives », ajoute l'ambassadeur.

Source: <https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/israeli-settlement-goods-welcome-europe-says-eu-envoy>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

SodaStream « usine de la paix » reste un mythe

Ryan Rodrick Beiler – The Electronic Intifada – 9 mars 2016

Au cours de ces dernières semaines, le directeur général de SodaStream, Daniel Birnbaum, n'at cessé de répéter que le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) coûtait leurs emplois aux travailleurs palestiniens.

Mais après avoir été forcé de licencier 74 travailleurs dont les permis ont été refusés, il concentre aujourd'hui sa colère sur le gouvernement israélien.

Sous le titre, « *C'est une bureaucratie israélienne idiote,*

pas le BDS, qui a fait licencier les Palestiniens », selon le Times of Israel, Birnbaum est « furieux » contre le gouvernement israélien.

Des articles de sources différentes laissent penser que le refus des permis n'a pas grand-chose à voir avec la « sécurité », mais qu'il résulte de la priorité que donne le gouvernement de droite actuel aux travailleurs israéliens.

« Apparemment, mes 74 employés ont été sacrifiés afin de prétendre que le BDS est mauvais pour les Palestiniens », a déclaré Birnbaum au The National.

« Mais je ne crois pas en un sacrifice humain. Je ne laisserai pas cet acte immoral incontesté », a-t-il ajouté. « Cet acte qui empêche les Palestiniens de venir à leur travail est un acte du gouvernement israélien, ce n'est pas un acte du BDS. Je suis honteux et j'espère encore que quelqu'un au gouvernement, en particulier le Premier ministre, se rendra compte de cette injustice et la réparera. Vous ne pouvez pas jeter les gens à la rue pour marquer un point politique ».

Les travailleurs ont besoin de nouveaux permis pour pouvoir continuer à travailler pour SodaStream depuis que la société a déplacé ses opérations de la colonie industrielle Mishor Adumim en Cisjordanie à une installation dans le désert du Naqab (Néguev) dans le sud de ce qui est actuellement Israël.

Ce déplacement est intervenu au lendemain de campagnes de boycott qui s'étaient intensifiées après une annonce de Super Bowl mettant en vedette la star d'Hollywood, Scarlett Johansson.

L'approbation par celle-ci des produits venant des colonies a finalement abouti à ce qu'elle démissionne de son rôle d'ambassadrice de bonne volonté de l'organisation anti-pauvreté Oxfam, qui, elle, maintient son opposition « à tout commerce venant des colonies israéliennes, qui sont illégales en vertu du droit international ».

Un régime de permis

Le choc de Birnbaum devant le refus arbitraire des permis pourrait apparaître comme naïf à tous ceux qui connaissent bien le régime de permis kafkaïen d'Israël. Après tout, les Palestiniens sont tenus de posséder un permis, aussi pour travailler dans les colonies.

Selon le COGAT, le bras bureaucratique du régime de l'occupation militaire d'Israël, 27 000 Palestiniens possèdent un permis pour travailler dans les colonies de Cisjordanie, pendant que 58 000 sont autorisés à travailler dans ce qui est Israël.

Pour ces derniers, cela signifie attendre tôt le matin dans des queues étouffantes aux check-points, où les travailleurs sont systématiquement soumis à un traitement inhumain.

Un employé de SodaStream a indiqué qu'il quittait son domicile en Cisjordanie à 4 h 30 du matin, et qu'il rentrait chez lui à 19 h.

Un rapport très important de Human Rights Watch, en janvier, montre de façon précise comment leur dépendance de ces permis a rendu les travailleurs palestiniens vulnérables aux abus.

Les agences du gouvernement israélien n'assurent pratiquement aucun suivi ni aucune protection au travail pour les travailleurs palestiniens, en dépit d'une décision de la Haute Cour israélienne selon laquelle ils doivent être eux aussi couverts par la législation du travail.

Dans cette situation, il appartient aux travailleurs de revendiquer leurs propres droits. Mais la plupart d'entre eux ne le font pas de crainte des représailles de l'employeur, d'un retrait de leur permis, et d'être inscrits sur les listes noires.

« *L'environnement discriminatoire et le vide en matière de contrôle dans lesquels ils fonctionnent tempère considérablement les allégations des employeurs des colonies et leurs partisans selon lesquelles ces entreprises profitent aux Palestiniens en ce qu'elles leur fournissent un travail* », déclare Human Rights Watch. « *De telles allégations ne tiennent également aucun compte de la façon dont les entreprises des colonies se retranchent derrière un système discriminatoire et illicite et dont elles tirent profit, un système qui nuit à l'économie et aux moyens de subsistance des Palestiniens* ».

Human Rights Watch arrive à la conclusion qu'il n'existe aucun moyen pour ces entreprises de faire la moindre affaire à l'intérieur des colonies, ou en relation avec elles, sans contribuer aux flagrantes violations d'Israël des droits humains des Palestiniens.

Un investissement positif ?

Birnbaum a déclaré au *Times of Israel* qu'il n'abandonnera pas ses anciens employés et qu'il envisage d'aider les Palestiniens à monter leur propre industrie. « *Si le gouvernement israélien ne veut pas que les Palestiniens viennent à leur travail ici, je vais faire venir le travail aux Palestiniens* », dit-il.

Son propos fait écho aux sentiments de nombreux critiques de BDS qui affirment que plutôt que de se désinvestir des entreprises israéliennes, ceux qui se préoccupent vraiment des Palestiniens feraient mieux d'investir dans l'économie palestinienne.

Ce que ce sentiment ne prend pas en compte, c'est que le principal obstacle à l'économie palestinienne est justement l'occupation et la colonisation toujours en cours par Israël de la terre palestinienne.

Cela inclut, comme le note Human Rights Watch, cette politique qui s'empare de la terre et des ressources des Palestiniens, qui limite leurs constructions, leur commerce et leurs déplacements.

Tandis que les colonies profitent d'incitations financières, de permis de construire et de la faculté d'extraire les ressources naturelles de la terre palestinienne, le gouvernement israélien dénie ces mêmes droits pratiquement à toutes les entreprises palestiniennes sous son contrôle.

Ainsi, et selon les estimations de la Banque mondiale, les restrictions israéliennes coûtent à l'économie palestinienne 3,4 milliards de dollars chaque année, soit environ le tiers du PIB palestinien.

« *L'investissement en Palestine – sans se défaire de l'occupation israélienne – ne fait que continuer à souscrire au statu quo de l'occupation militaire* », écrit l'homme d'affaire américano-palestinien, Sam Bahour, qui a acquis des décennies d'expérience en tentant de construire l'économie palestinienne. « *Pour que l'investissement réussisse* », dit-il, « *l'occupation doit être démantelée et le contrôle passer aux Palestiniens* ».

Des boucliers humains

Pourtant, en dépit de tels appels venant du milieu d'affaires palestinien, les critiques du BDS continuent de se servir des travailleurs palestiniens comme de boucliers humains contre le militantisme économique.

Des larmes de crocodile semblables avaient été versées au nom des travailleurs sud-africains quand l'archevêque Desmond Tutu avait appelé à des sanctions dans son pays, durant la lutte contre l'apartheid.

La société civile palestinienne a massivement approuvé la campagne contre SodaStream, notamment les syndicats palestiniens.

Écrivant juste quelques jours avant les derniers propos de Birnbaum, le rédacteur en chef du *Times of Israel*, David Horovitz, félicitait d'un ton sarcastique le mouvement BDS pour avoir mis les travailleurs palestiniens de SodaStream au chômage.

Il répétait aussi comme un perroquet les affirmations de l'entreprise selon lesquelles les travailleurs palestiniens étaient traités à égalité – ou tout au moins, « *que les salaires et les avantages étaient les mêmes pour les travailleurs ayant des emplois comparables, quelles que soient leur citoyenneté et leur origine ethnique* ».

Ce que l'expression « *emplois comparables* » oublie de façon commode, c'est le fait que *The Electronic Intifada* rapportait il y a trois ans : que les Palestiniens étaient relégués presque exclusivement à des « travaux manuels » – eux et une poignée d'immigrants juifs africains, ou « juifs noirs ».

Seule une infime partie des employés palestiniens occupait une position de niveau élevé et aucun d'entre eux à un poste de gestion.

D'autres articles indiquent que les réclamations des travailleurs de SodaStream sont communes à de nombreuses sociétés des colonies, notamment s'agissant de la discrimination raciste et de la crainte des travailleurs de s'exprimer parce qu'ils peuvent facilement se faire licencier.

Une crédibilité douteuse

Pourtant, Birnbaum a réussi à vendre aux grands médias le mythe de l'égalité de traitement et de l'harmonie à

SodaStream.

Tant l'*Associated Press* et le *Times of Israel* parlent de ce travailleur palestinien, Muhammad Jaradat, qui a dit de Sodastream que c'est « *une usine de la paix* », où « *tout le monde est à égalité* ».

Ses mots ressemblent étonnamment à ceux de Birnbaum dans *The Jerusalem Post*, disant que sa société est « *une fantastique île de paix* ».

Le fait qu'un travailleur palestinien utilise les mêmes mots que son employeur israélien ne doit pas être surprenant quand on sait que les employés utilisés dans les campagnes de relations publiques de SodaStream sont formés pour dire ce qu'il faut dire, et comment il faut le dire.

La vérité, selon Human Rights Watch, c'est que « *les entreprises des colonies contribuent aux violations du droit international par Israël, indépendamment de la façon dont elles traitent leurs employés* ».

Quant à la crédibilité propre de Birnbaum, voyons ce qu'il a prétendu le mois dernier, que ses relations avec les travailleurs en Cisjordanie étaient si importantes qu'il fermerait sa nouvelle usine pour protester, si leurs permis n'étaient pas renouvelés.

« *S'ils ne restent pas ici, alors je n'y resterai pas non plus. Si je dois fermer cette usine, je la fermerai* », a-t-il dit.

C'est, semble-t-il, ce que le gouvernement israélien a appelé son bluff.

<https://electronicintifada.net/blogs/ryan-rodrick-beiler/sodastream-factory-peace-remains-myth>

Couverture de la Quatrième Conférence nationale BDS par The Electronic Intifada

Tutu a dit à propos des Israéliens : « *Ils peuvent bien pavaner comme s'ils étaient invincibles, mais ils sont du mauvais côté... un jour, les Palestiniens pourront marcher la tête haute, citoyens libres d'une Palestine libre.* »



La Quatrième Conférence nationale BDS. (Asa Winstanley – *The Electronic Intifada*)

Les articles sur la Quatrième Conférence nationale du Boycott, Désinvestissements et Sanctions qui s'est tenue samedi à Bethléhem tendent à se focaliser sur la honte du ministre de l'Autorité palestinienne (AP), Jawad Naji, (y compris le premier que j'ai écrit). Mais la conférence elle-même est allée bien au-delà.

La principale raison pour laquelle l'assistance a été si en colère contre Naji est que tout au long de la journée, l'accent a été mis sur les initiatives locales de boycott. Des initiatives que l'AP sape par tous ses multiples contacts avec les dirigeants et institutions israéliens.

En dépit du départ du ministre en signe de protestation et de l'attaque sanglante de ce voyou contre Nizar Banat (l'homme

qui a soi-disant « *insulté* » le dirigeant de l'AP, Mahmoud Abbas), la conférence s'est révélée être un événement plein de vie et passionnant.

En attendant, le [Centre palestinien pour les droits humains](#) a réclamé aujourd'hui une enquête sur l'attaque contre Banat.

Une normalisation critiquée avec force

Plusieurs intervenants à la tribune ont dénoncé les tentatives d'Israël et de ses collaborateurs pour normaliser l'occupation. Beaucoup de ceux qui ont pris la parole depuis la salle ont demandé que l'AP crée une loi qui punisse la normalisation. Plusieurs ont dit que l'AP minait les efforts pour le boycott à travers des initiatives conjointes. L'économiste de l'université An-Najah, Yousef Abdul Haqs, a déclaré à propos de telles initiatives : « *Nous avons ouvert une brèche contre le mouvement de boycott* ».

Samia Botmeh, de la [Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël](#), a évoqué le travail fait dans les écoles pour combattre les initiatives de normalisation, telle que *OneVoice* (Une Voix), qui prend pour cible l'esprit des enfants, a-t-elle dit. *OneVoice* est un groupe créé par l'homme d'affaires israélien, Daniel Lubetzki, qui sème ses graines pour conduire les « deux côtés » ensemble au dialogue.

Ziad Shuaibi, du [Comité national BDS](#), a parlé de *Seeds of Peace* (Graines de la Paix), une autre initiative de normalisation qui envoie de jeunes Israéliens et Palestiniens, ensemble, dans des camps d'été à l'étranger. Il a décrit comment elle profite d'initiatives financières puissantes pour appâter les participants, comme des bourses éventuelles dans des universités étrangères et l'occasion de voyager. La normalisation est une forme d' « *ingénierie sociale* » par Israël, a-t-il dit en concluant : « *Nous ne leur permettrons pas d'occuper notre avenir* ».

Le BDS en Cisjordanie

L' « omniprésence » des produits israéliens dans les boutiques palestiniennes en Cisjordanie a été également un sujet important dans le débat entre les intervenants et les participants.

Depuis la tribune, Mazen al-Azzah a déclaré que les Palestiniens sont le premier marché pour les produits israéliens. Il a dit que ceci réduisait pour une grande part l'appétit du capital palestinien. Mais il a prévenu que vider la Palestine des produits israéliens ne suffirait pas pour faire pression sur Israël, et que les succès internationaux seraient toujours nécessaires. Toutefois, il a indiqué que les initiatives locales, telle l'initiative relativement récente de Bader, pour boycotter les produits israéliens pouvaient constituer un modèle pour la communauté internationale.

Khaled Zahd, militant local de Salfit, a abordé la situation incroyablement difficile là-bas, où les colons israéliens sont maintenant plus nombreux que les Palestiniens dans la région. Il a décrit la situation comme une crise à laquelle l'AP devait accorder davantage d'attention. Une « Convention Olive » locale a quand même été créée, qui appelle les magasins à boycotter tous les produits israéliens, des certificats sont délivrés à ceux qui acceptent.

Un événement de toute la Palestine

La conférence a été organisée par le Comité national BDS, qui a indiqué qu'environ 700 personnes ont participé. Il y a eu près de 30 intervenants, et la journée s'est terminée avec plusieurs ateliers simultanés.

Le co-fondateur du mouvement BDS, Omar Barghouti, m'a dit que la journée était « *de loin la conférence BDS la plus réussie en Palestine... pour la première fois, nous y avons eu un échantillon énorme de partout dans la société palestinienne. A cet égard, cela a été sans précédent.* »

« Ce slogan de la conférence a étendu BDS au niveau local : en tant que campagnes » a-t-il expliqué. « Émotionnellement, symboliquement, nous avons un soutien complet... mais à traduire en projets concrets, en programmes réels, en campagnes BDS dans chaque secteur... c'est la première fois que nous le faisons. Ainsi les ateliers, au lieu de recommandations normales... chaque secteur est censé développer un plan d'action jusqu'à l'an prochain... Israël s'inquiète beaucoup de voir BDS s'étendre autant et avec plus d'efficacité que par le passé dans les territoires occupés. »

Des personnes de toute la Palestine sont arrivées par autocars à Bethléhem pour cette journée. Des départs ont été organisés à Ramallah, Hébron, Haifa, Jénine, Salfit, Tulkarem, Jérusalem, Qalqilya, Lydda, Jaffa et Naplouse. Des Palestiniens en exil sont venus de l'étranger, et plusieurs militants israéliens du groupe Boycott de l'intérieur, ont également été présents.

Plusieurs des intervenants ont utilisé Skype pour communiquer leur intervention, notamment Haidar Eid, du Comité national BDS qui a parlé de Gaza, critiquant la normalisation comme une tentative délibérée de saper BDS. Des militants des campagnes BDS de Jordanie et du Liban, ont utilisé la vidéoconférence pour intervenir de la même façon.

Des noms célèbres



Des vidéos de soutien à la conférence, adressées par le vétéran des figures anti-apartheid Desmond Tutu, la légende du rock Roger Waters, et le musicien libanais de renom Marcel Khalife, ont été projetées. Tutu a dit à propos des Israéliens : *« Ils peuvent bien pavaner comme s'ils étaient invincibles, mais ils sont du mauvais côté... un jour, les Palestiniens pourront marcher la tête haute, citoyens libres*

d'une Palestine libre. »

La conférence a été ouverte par le Frère Peter Bray, Président de l'université, qui a exprimé son soutien à BDS. Electronic Intifada a compris que c'était la toute première fois qu'il le faisait publiquement.

Puis, ont suivi des messages de solidarité du leader emprisonné du Fatah Marwan Barghouti, « *l'ingénieur de l'intifada* », et de Ahmad Saadat, le leader emprisonné du Front Populaire de Libération de la Palestine. Leurs collaborateurs respectifs, Fadwa et Abla, ont lu leurs déclarations.

Marwan Barghouti a appelé à un « *boycott compréhensif d'Israël* » et a dit qu'il était grand temps pour les Palestiniens de compter sur eux-mêmes plutôt que sur les négociations américaines. Ahmad Saadat a dit que BDS est semblable à d'autres mouvements anti-globalistes, et a appuyé sur la nécessité de BDS alors que l'entité sioniste (faisant référence à Israël) dépend du soutien international des forces impérialistes.

Sous les applaudissements, l'ex-candidat à la présidence, Mustafa Barghouti, a salué la récente décision du célèbre universitaire anglais Stephen Hawking de rejoindre le boycott académique. Barghouti a critiqué certains universitaires palestiniens (bien que ne les nommant pas) pour avoir assisté à l'évènement dont Hawking s'était retiré.

Il y a eu une session pendant laquelle des orateurs ont donné des exemples de succès de campagnes BDS à travers le monde. L'Archevêque de l'Eglise orthodoxe, Atallah Hanna, a parlé du document « *Kairos Palestine* » appuyant BDS, et des réactions qu'il a déclenchées chez ceux qui, dans le monde, soutiennent Israël. Le document affirme que la Chrétienté est orientale, moyen orientale et palestinienne, a-t-il indiqué. Kairos appartient maintenant au curriculum religieux de nombreuses

écoles, a-t-il ajouté. Hanna a parlé du besoin de s'opposer à la normalisation sous toutes ses formes.

« *Vous blâmez l'OLP* »



La session controversée qui a ultimement abouti à ce que Jawad Naji, Ministre de l'Autorité Palestinienne, en soit chassé, avait comme titre : « *Face au public* », et était centrée sur des questions venant de l'auditoire. Les deux autres orateurs présents étaient Taisir Khaled, représentant l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP), et Omar Barghouti, du Comité National BDS.

Khaled a eu un discours plus enjôleur que Naji, parlant comme un véritable slogan pro-Abbas. Khaled a répondu aux critiques qui avaient déjà surgi dans la discussion, lors de la session précédente : « *Vous blâmez beaucoup l'OLP* » et « *n'êtes pas satisfaits de l'OLP,* » a-t-il dit, mais « *l'OLP existe toujours.* » Il a aussi contesté l'affirmation selon laquelle les négociations étaient la seule option laissée à l'OLP.

Après que le Ministre ait quitté la salle, Khaled a déclaré qu'il était contre le Protocole de Paris (un traité économique unilatéral avec Israël qui a suivi Oslo) et contre la coordination sécuritaire avec Israël, tout en indiquant que ce n'était pas nouveau, et a affirmé que de nombreuses personnes parmi l'exécutif de l'OLP sont contre la coordination sécuritaire.

Mais il a dit ne pas être en faveur d'un « *langage abusif* » envers le Ministre, ce qui n'est « *pas acceptable* » selon lui. Pour autant, Khaled n'a rien dit du Ministre abusant les participants de la conférence...

Omar Barghouti a souligné combien il est important que les personnes prennent eux-mêmes l'initiative. Le Comité national BDS n'est pas une organisation non gouvernementale bien

subventionnée, a-t-il dit, et la conférence a été montée sans financement cette année. Prenez l'initiative et résistez, n'attendez de permission de personne, a-t-il ajouté.

Naji a affirmé que le secteur privé est « *le moteur du développement et de la croissance* ». Il a souligné la campagne lancée en 2010 par l'OLP, appelée « *Dignité* » appelant au boycott des produits des colonies (malgré le fait qu'elle soit aujourd'hui défunte) et s'est attribué le mérite des mouvements actuels en faveur de l'étiquetage des produits en provenance des colonies, dans l'Union Européenne.

Le moment où Naji a commencé à vraiment exaspérer la foule a été lorsque, après plusieurs allocutions critiques venant du parterre, il a répondu en se plaignant d'avoir été obligé d'attendre une heure pour parler, par rapport à l'horaire qui était prévu pour lui. (Les organisateurs m'ont dit que c'était dû à l'ajout, à la dernière minute, de plusieurs orateurs non prévus au programme, dont les messages de Marwan Barghouti et de Ahmad Saadat. Personne d'autres, hormis Naji, ne s'en est plaint, bien que tous fussent affectés de la même façon). Il a également dit : « *il s'agit du gouvernement du peuple palestinien* » (*semblant sous entendre, que cela vous plaise ou non.* »

A partir de là, tout est allé de mal en pis pour lui. Il a affirmé n'avoir jamais entendu parler ne serait-ce que d'un seul projet officiel commun israélo-palestinien, malgré le fait qu'il y en ait eu plusieurs nommément évoqués au long de la journée. Les réponses en provenance de l'auditoire ne se sont pas fait attendre : Rawabi, Pal Trade a des projets avec le Centre Peres.

Naji a répondu en appelant la femme qui avait mis cela en avant « *une fille* » et a dit qu'elle mélangeait les choses, entre le secteur privé et la société civile.

Finalement, Nizar Banat a parlé de Mahmoud Abbas travaillant

en coordination avec Israël, ce à quoi Naji a répondu avec des insultes ; ce qui a conduit à ce que Naji soit précipitamment sorti de la conférence.

Conclusion heureuse

Malgré un bref moment de chaos, la conférence a repris à la suite de la sortie du Ministre. La conclusion, avant de se séparer en ateliers de travail, a consisté en une présentation faite par Alaa Muhanna, un membre palestinien de la minorité religieuse druze qui a refusé de servir dans l'armée israélienne. Il est peut-être celui qui a reçu les plus vifs applaudissements de la journée, et le Président l'a accueilli avec d'un « *Bienvenue à la maison* ».

Muhanna a commencé par dénoncer le Ministre, pour avoir insulté Banat, puis a enchaîné avec le texte qu'il avait préparé. Ce fut une déclaration passionnée et emphatique revendiquant l'identité arabe palestinienne de la communauté druze. Il a affirmé que la majorité des Druzes pensent comme lui et que ceux qui servent dans l'armée israélienne sont des victimes du lavage de cerveau sioniste : « *partout, nous refusons le service militaire, nos rangs grossissent partout* ».

Le commentaire qui pourrait le mieux résumer cette journée est venu de l'auditoire dont un des membres a dit de la conférence qu'elle était « *un excellent indicateur de l'unité de notre peuple* ».



Asa Winstanley couvre actuellement la Palestine. Prévue par les organisateurs de la conférence, une traduction simultanée de l'arabe était assurée.

Les entreprises implantées dans les colonies ne profitent pas aux Palestiniens

Par Adri Nieuwhof

Article publié sur The Electronic Intifada le 14 janvier 2013.

Les entreprises qui tentent de justifier leurs activités dans les colonies israéliennes en revendiquant le fait qu'elles donnent du travail à des travailleurs palestiniens « tentent de façon flagrante de détourner l'attention publique de l'occupation israélienne et des épreuves quotidiennes endurées par les Palestiniens, » peut-on lire dans le rapport de « *Who Profit's ?* » [Qui profite ?] – un projet de recherche de la Coalition des Femmes pour la Paix de Tel-Aviv.

Les activités économiques et commerciales basées dans les colonies profitent de l'occupation des terres palestiniennes et de l'exploitation des ressources de la Palestine. Elles ont la chance de bénéficier de dispositions économiques et de taxes avantageuses de la part du gouvernement israélien, et ont accès à la main d'œuvre palestinienne bon marché.

De plus, elles bénéficient d'une application laxiste par Israël des normes environnementales et de sécurité. C'est pourquoi les représentants de ces activités installées dans les colonies ne peuvent être pris au sérieux quand ils affirment représenter les intérêts des travailleurs

palestiniens.



Octobre 2012 – des manifestants palestiniens, internationaux et israéliens protestent dans un supermarché Rami Levi, dans la colonie illégale de Shaar Binyamin, à Al-Quds occupée, contre l'occupation israélienne et appellent au boycott des produits israéliens (photo Yotam Ronen, ActiveStills)

Ci-après un résumé du rapport de *Who Profit's* (1) :

Exploitation

En 2011, environ 37.000 travailleurs palestiniens ont travaillé dans des conditions très dures dans des colonies israéliennes de **Cisjordanie** occupée. Des violations graves des droits des travailleurs sont observées dans les entreprises industrielles situées dans les colonies, car les règles du Droit du travail israélien ne s'y appliquent pas. Par exemple, les ouvriers palestiniens qui travaillent dans les colonies gagnent un salaire bien inférieur au salaire minimum israélien. De plus, leurs salaires sont souvent retenus, leurs droits sociaux niés, et ils sont exposés à des conditions de travail dangereuses sur leur lieu de travail.

Afin de pouvoir travailler dans une colonie, les Palestiniens

doivent faire la demande d'un permis de travail auprès de l'Administration Civile israélienne, un organe militaire qui supervise l'occupation en **Cisjordanie** . Le Shin Bet, le service de sécurité intérieure d'**Israël** également connu sous le nom de Shabak, doit approuver l'octroi d'un tel permis et peut l'annuler à tout moment. Le fait de s'engager dans des activités syndicales ou politiques peut conduire à l'annulation d'un permis de travail.

10.000 ouvriers palestiniens travaillent sans permis dans les colonies israéliennes. Ils travaillent essentiellement dans la Vallée du Jourdain, durant la saison de la récolte des olives et de celle des dattes, et on trouve parmi eux des enfants qui n'ont pas plus de 12 ans.

Restrictions

Les travailleurs palestiniens ne choisissent pas par préférence de travailler dans une colonie. Une étude non publiée réalisée en 2011 par le Dr Majid Sbeih – citée par *Who Profit's* – révélait que 82% des ouvriers palestiniens préféreraient quitter leurs emplois dans les colonies si une solution alternative convenable leur soit accessible. Pour autant, le marché du travail palestinien ne peut pas offrir suffisamment d'emplois du fait de son économie en ruines après 45 ans d'occupation militaire par **Israël**. Les investissements privés sont indispensables au développement économique. Dans le cas présent, le système de restrictions administratives et physiques mis en place par **Israël** représente le plus gros obstacle à l'investissement privé en **Palestine**, selon un rapport de la [Banque Mondiale](#) datant de 2012. Le développement économique en **Palestine** est encore aggravé par l'annexe économique des Accords d'Oslo – le Protocole de Paris – qui impose des restrictions sévères en matière de fabrication, d'exportation et d'importation de biens en provenance et à destination de la **Cisjordanie** et de **Gaza**.

Cet accord commercial ne promeut pas vraiment le libre

échange, mais cherche au contraire à protéger les multinationales et les sociétés israéliennes de toute compétition avec des entreprises locales [palestiniennes]. De plus, cette situation empêche le développement d'une économie palestinienne indépendante, et la maintient tel un marché captif destiné à Israël et aux multinationales.

Exiger des comptes

Les sociétés implantées dans les colonies sont responsables de leur conduite vis-à-vis des Palestiniens et devraient être tenues de rendre compte de leurs actions. [La base de données de Who Profit's](#) fournit une vue d'ensemble exhaustive de toutes les sociétés ayant des activités dans les colonies, y compris *Sodastream* dont le principal site de production se trouve à Mishor Adumin, une zone industrielle située dans une colonie illégale de **Cisjordanie** .

Richard Falk, rapporteur spécial des Nations Unies, a récemment souligné les activités d'un certain nombre de sociétés, dans un [rapport remis à l'Assemblée Générale de l'ONU](#). Falk nomme spécifiquement *Véolia*, une entreprise française qui possède et régit la décharge de Tovlan située dans la Vallée du Jourdain ; la société de cosmétiques *Ahava* qui possède une usine dans la colonie de Mitzpe Shalem et qui utilise des ressources naturelles palestiniennes en provenance de la Mer Morte ; *Mul-T-Lock/Assa Abloy* qui possède une unité de fabrication dans la zone industrielle de Barkan ; et *Cemex* qui possède les entreprises industrielles israéliennes *Readymix* dont plusieurs usines sont implantées en différents points de **Cisjordanie** .

Falk a appelé les Campagnes BDS à « *poursuivre avec vigueur leurs initiatives de boycott, de désinvestissement et de sanctions* » (BDS) contre les sociétés mentionnées dans ce rapport, jusqu'à ce qu'elles mettent leurs politiques et leurs pratiques en conformité avec les lois et les normes internationales.

Les activistes BDS ne devraient pas permettre aux sociétés basées dans les colonies de distraire l'attention publique de l'occupation israélienne et de l'exploitation des travailleurs palestiniens, en les laissant affirmer qu'elles leur fournissent du travail. Ils devraient au contraire rappeler à tous que tous les syndicats et les partis politiques, ainsi que quasiment toutes les organisations composant la société civile palestinienne soutiennent l'appel au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre d'Israël.

(1) « Palestinian workers in settlements », *Who Profits*, January 2023.

– Résumé du rapport (en anglais) :

<http://whoprofits.org/content/palestinian-workers-settlements>

– Rapport complet (en anglais), 4 pages, PDF :

http://whoprofits.org/sites/default/files/palestinian_workers_in_settlements_wp_position_paper.pdf

Source : [Electronic Intifada](#)

Traduction : CR pour ISM

Pourquoi la marque Yes To Carrots tente-t-elle de dissimuler ses liens avec Israël ?

Les efforts de Yes To pour minimiser ses liens israéliens – et le retrait préventif de beaucoup, sinon de la totalité, de sa

fabrication vers les États-Unis – sont des indicateurs de la force grandissante du mouvement BDS et de la toxicité de la marque Israël. (Ces produits coloniaux ont été vu chez Séphora pour la France)

par Ali Abunimah, The Electronic Intifada



Pourquoi la société Yes To ne dit-elle pas d'où provient la boue de la mer Morte qu'elle utilise et où elle a été traitée ?

Examinez ces tubes aux couleurs brillantes et les pots de crème pour le visage, les shampoings et autres produits étiquetés « *Yes To Carrots* » et vous ne trouverez aucune mention d' « *Israël* ». Mais cela n'a pas toujours été le cas. Les cosmétiques – qu'on trouve dans les pharmacies aux États-Unis et dans deux douzaines d'autres pays – portaient autrefois clairement la mention « *made in Israel* ». Effectivement, il y a quelques années seulement, les fondateurs de la société étaient fiers de leurs racines israéliennes et du fait que leurs produits étaient fabriqués dans la région d'Arad, dans le Néguev (Naqab), à partir de carottes biologiques et de boue tirée de la mer Morte.

Mais aujourd'hui, la société *Yes To*, qui fabrique également des produits contenant de la tomate, du concombre et de la myrtille, tout cela extrait sous le label « *Yes To...* », affirme dans un courriel : « *Nous avons lancé la société en Israël et rapidement nous sommes venus aux États-Unis. Nous sommes actuellement basés à San Francisco, ce qui a été génial étant donné le grand nombre de start-ups ici. Actuellement, tous les produits sont fabriqués ici, aux USA.* »

Mais quelle est vraiment la transparence de *Yes To* sur ses

liens actuels avec Israël et ses fabrications en Israël ? *The Electronic Intifada* a enquêté, et **la société semble bien avoir caché sur son site d'utiles informations** qui montrent que la production se poursuit dans les territoires contrôlés par Israël, notamment peut-être en Cisjordanie occupée. Est-ce une tentative de la société pour minimiser ses liens avec Israël et échapper à un boycott des consommateurs dans le cadre de la [campagne palestinienne de boycott, désinvestissement et sanctions \(BDS\)](#) ?

« *Les raisons du sionisme* »

Yes To Carrots a commencé comme marque de fabrication *Sea of Life*, une société israélienne dont Uri Ben-Hur est le propriétaire, lequel Ben-Hur fabrique des cosmétiques qui utilisent les boues de la mer Morte. Au milieu des années deux mille, les entrepreneurs israéliens Ido Leffler et Lance Kalish ont racheté la marque en partenariat avec Ben-Hur.

« *Emballés par la combinaison du bêta-carotène et de la boue de la mer Morte* » publiait la revue d'affaires israélienne *Globes* en 2008, « *Leffler et Kalish décidèrent d'acheter le produit et d'en faire une marque leader* » (*Carrot power, Globes* du 2 octobre 2008).

Il était clair que Leffler et Kalish étaient intéressés pour lancer une marque « israélienne » mondiale notamment en sponsorisant l'équipe de netball israélienne (même si la société est maintenant sur le [site de l'équipe](#) en tant que « *précédent sponsor* »). Une fois Leffler et Kalish entrés en scène, la société *Yes To* a eu besoin de financement pour satisfaire leurs projets ambitieux. « *L'intérêt de la société à l'origine était d'augmenter ses fonds à partir d'investisseurs institutionnels israéliens pour **des raisons de sionisme*** » rapporte *Globes*. Finalement, la banque israélienne d'investissement *Poalim Capital Markets* a collecté 14 millions de dollars pour *Yes To*, auprès d'« investisseurs institutionnels » états-uniens par le biais de son partenaire

William Blair, banque d'investissement US.

Roy David, de chez *Poalim*, a déclaré à *Globes* que les grands investisseurs israéliens n'étaient pas suffisamment visionnaires : « *Ils n'ont pas compris ce que signifiait une société qui vendait déjà sur 6500 points de vente* ». David fait la comparaison entre *Yes To* et les produits de la Mer Morte *Ahava* qui, indique *Globes*, « *ne vend que sur quelques milliers de points de vente seulement* ». [Ahava](#) est la société israélienne des cosmétiques de la mer Morte ; depuis ces dernières années, *Ahava* rime avec actions de boycotts, des actions de plus en plus nombreuses et réussies, particulièrement à cause de ses fabrications dans les colonies illégales de Cisjordanie, et de son pillage des ressources naturelles des territoires palestiniens occupés. Depuis 2006, dit *Globes*, « *Yes To est devenue une société internationale* », mais tous ses produits « *sont toujours fabriqués dans sa première usine à Arad* », propriété d'Uri Ben-Hur.

De la fierté israélienne, à la honte israélienne

Malgré l'envoi de questions détaillées à *Yes To*, sur les relations de la société avec Israël, sa seule réponse fut la courte déclaration ci-dessus. (« *Nous avons lancé la société...* »). Mais il est possible de suivre les efforts progressifs de la société pour retirer ses liens israéliens de la vue du public.

En octobre 2008 – à l'époque de l'article du *Globes* – le [site de Yes To Carrots déclarait fièrement](#), « *Yes To Carrots a son siège social à Tel Aviv, Israël. Notre siège américain est situé juste au nord de Chicago, dans Libertyville, Illinois* ». Aujourd'hui, le [site indique seulement](#), « *Le siège social de Yes To se trouve dans un magnifique San Francisco, Californie, USA* ». En avril 2009, le blog de la société [mettait en évidence le témoignage d'une cliente nommée « Denise »](#) qui raconte qu'elle a donné un pot de crème *Yes To Carrots* à sa copine : « *OOOHHH comme elle sentait bon ! Elle a lu les ingrédients et*

elle a été vraiment impressionnée. Le plus important était que, de notre point de vue spirituel, nous étions heureuses de soutenir Israël... »

Donc, du point de vue de la société, l'achat de ses produits devait être légitimement considéré comme un acte politique. Ce sont des exemples de fierté en Israël qu'on ne retrouve pas dans les récentes mises à jour sur le site. Aujourd'hui, par exemple, la page du [site Our Story](#) n'indique pratiquement rien sur la véritable histoire de la société – parce cela impliquerait probablement de citer Israël.

Cacher l'information sur l'origine de la boue de la mer Morte

Bien que Yes To ne réponde pas aux questions de *The Electronic Intifada* sur le « moment » où la fabrication est censée avoir cessé en Israël, le représentant de la société en Nouvelle-Zélande, *Countdown Communications*, envoie cette déclaration de Lance Kalish, suite aux investigations de [John Minto](#) et de [Global Peace and Justice Auckland](#), en novembre !

*« Yes To est enregistrée et basée à San Francisco aux États-Unis, et elle **détenue en majorité** par des sociétés de capital-investissement privées américaines. Tous les produits Yes To sont **fabriqués exclusivement aux USA depuis 2010** pour Yes To, sur des sites de Californie, du Vermont et du New Jersey, et **aucun de ses produits n'est fabriqué en Israël**. Yes To n'a jamais été la cible (à notre connaissance) d'actions politiques, commerciales ou de BDS dont vous parlez, ayant été distribuée à travers le monde dans 25 pays pendant les six ans écoulés. »*

La déclaration de Kalish indique clairement que la société a pris conscience de BDS, et que les carottes et concombres qu'elle peut vendre ne viennent pas d'Israël.

La société ne répond pas à l'enquête de suivi sur le lieu d'où proviennent les extraits de la mer Morte et où ils sont traités.

La mer Morte – un lac réputé pour son eau extrêmement riche en sels et en minéraux – est délimitée sur sa rive occidentale par la Cisjordanie, occupée en 1967 et dans laquelle les colonies israéliennes sont considérées illégales en vertu du droit international, et par des parties de la Palestine historique sur lesquelles Israël s'est implanté en 1948, et sur sa rive orientale, par la Jordanie. Mais peu après l'enquête de *The Electronic Intifada*, la page des « ingrédients » sur le site de la société qui listait le « limon de la mer Morte » comme ingrédient de plusieurs produits a été retirée, affichant maintenant seulement « [Erreur 404 – Page introuvable](#) ».

Anticipant cela, *The Electronic Intifada* avait fait une [capture d'écran de la page entière, telle qu'elle apparaissait le 20 décembre 2012](#), le jour où l'enquête de suivi a été envoyée.



Détail de la capture d'écran de la page des ingrédients, retirée par « Yes To Carrots » (voir la page entière).

The Electronic Intifada a pu documenter sur plusieurs autres exemples de pages du site de la société qui ont été lavées des références à la « mer Morte ». Cependant, toutes les références n'ont pas été retirées. [Une entrée le 27 janvier 2009 sur le blog de la société](#) met en avant le témoignage d'une cliente, nommée Briana Jackson, qui écrit : « *De toute façon, la boue de la mer Morte m'a vendue, parce que je suis une passionnée d'histoire ancienne et que **c'est de là que viennent les manuscrits de la mer Morte**, ha, ha, ha.* »

Les manuscrits de la mer Morte viennent de Qumrân, [une région près de la mer Morte en Cisjordanie aujourd'hui occupée](#). La liste des limons ou de la boue de la mer Morte se trouve également sur les emballages qu'a vu et documenté *The*

Electronic Intifada dans les magasins de Chicago – une chose qu'on ne peut si facilement faire disparaître.

A moins que *Yes To* ne puisse confirmer qu'elle a cessé toute extraction et tout traitement des minéraux de la mer Morte dans les territoires contrôlés par Israël, dont la Cisjordanie occupée, il est raisonnable de supposer qu'elle continue à agir ainsi, et que ses déclarations à *The Electronic Intifada* et à Minto sont inexactes, et qu'elle tente de dissimuler cette inexactitude en cachant l'information.

Les autres liens avec Israël

Les autres liens qui se poursuivent de la société avec Israël restent également opaques. La déclaration de Kalish à Minto affirme que la société est **possédée majoritairement** par des sociétés de capital-investissement privées, mais sans dire qui sont les autres propriétaires. Le [site de Sea of Life prétendait le 23 mai 2012](#) que, « *Uri Ben-Hur avait (sic) vendu ses parts à Yes To, (sic) et que la transaction serait terminée le 30 mai et annoncée dans la grande presse américaine* ».

Cependant, aucune annonce de ce genre ne semble avoir été publiée. De sorte qu'**au moins jusqu'à** mi-2012, Ben-Hur était actionnaire. La raison qui aurait poussé Ben-Hur à chercher à revendre ses parts reste elle aussi opaque, mais son business à Ben-Hur est une longue suite de problèmes. En juin 2011, son usine d'Arad a [disparu une nuit dans un incendie](#). Une recherche dans les archives légales israéliennes nous apprend que la justice a été saisie contre Ben-Hur par un certain nombre de ses anciens partenaires en affaires, pour non-paiement de factures.

Ben-Hur a été [condamné en février 2012](#) pour violations flagrantes du droit du travail, alors qu'il exigeait de ses salariés qu'ils travaillent pendant leur jour de repos hebdomadaire. Il a écopé personnellement d'une amende de près

de 7000 dollars, avec une option de 60 jours de prison en lieu et place du paiement.

Conférence pour les profiteurs de l'occupation israélienne

Bien que *Yes To* minimise à toute force ses liens israéliens dans ses relations publiques, elle n'en a pas moins participé à la [Conférence Israël](#) de Los Angeles, en [2010](#), [2011](#) et [2012](#). Il s'agit d'une [convention d'affaires annuelle](#) qui, « *met en avant les dirigeants d'entreprises importantes qui ont été créées en Israël, qui ont des départements Recherche et Développement en Israël, font des affaires en Israël, ou représentent des investisseurs dans des sociétés israéliennes. Les conférenciers représentent l'esprit de l'inventivité du marché israélien* ».

Deux éminents « partenaires » mis en avant dans la Conférence d'Israël ne sont autres que *Ahava* et [SodaStream](#), tous les deux visés par des campagnes internationales de boycotts pour, entre autres, leurs fabrications dans les colonies israéliennes illégales en vertu du droit international.



Parmi les autres participants, il y a Raanan Horowitz, le PDG de la filiale américaine du fabricant d'armes israélien *Elbit System*, en tant que « conférencier invité ». [Elbit Systems](#) fabrique des armes qui sont utilisées dans des crimes de guerre par Israël contre les Palestiniens – surtout à Gaza – et au Liban ; il y a aussi des officiels du gouvernement israélien, et des représentants du groupe de défense antipalestinien, [StandWithUs](#).

Elbit Systems est aussi l'une des sociétés israéliennes récemment [abandonnée par le fonds de pension national de Nouvelle-Zélande](#), pour son rôle dans la construction du mur

israélien annexant la Cisjordanie, déclaré illégal par la Cour internationale de justice en 2004.

Israël n'est pas bon pour votre peau

Quels que soient les liens actuels de *Yes To* avec Israël et que la société tente de cacher, ses dirigeants n'ont apparemment aucun problème à associer leur marque à des profiteurs de l'occupation et de crimes de guerres de toutes sortes. Il apparaît bien que *Yes To* ne veuille tout simplement pas dire « *NO To* » à l'apartheid israélien, même si la société a déménagé son siège social dans le « *magnifique San Fransisco* ».

Mais les efforts de *Yes To* pour minimiser ses liens israéliens – et le retrait préventif de beaucoup, sinon de la totalité, de sa fabrication vers les États-Unis – sont des indicateurs de la force grandissante du mouvement BDS et de la toxicité de la marque Israël.

Avec nos remerciements à Dena Shunra pour les recherches supplémentaires.

✘ **Ali Abunimah** est co-fondateur de *The Electronic Intifada*, et l'auteur de « *One Country : A Bold Proposal to End the Israeli-Palestinian Impasse* » (Metropolitan Books, 2006). Cet article est paru initialement sur le site du *Guardian* « *Comment is Free* », sous le titre « *No peace for Israel* »

2012 : Une année de succès

pour BDS dans le monde

Des actions de boycott et des victoires ont eu lieu dans le monde entier, en 2012 (Nedal Eshtayah / APA images)

Janvier :

- Le célèbre philosophe et politologue français **Jacques Rancière** [a annulé une visite en vue d'une conférence](#) à l'Université de Tel-Aviv après un appel de la PACBI, la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël.
- D'éminents activistes, artistes et animateurs culturels **LGBT** (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) ont demandé à des individus et des alliés de leur groupe [de s'opposer à l'occultation par Israël des violations des droits de l'homme et à soutenir les BDS.](#)

Février :

- La chanteuse américaine **Cat Power** [a annulé son spectacle en Israël.](#)
- Au **Canada**, le corps étudiant de l'Université de **Regina** a [adopté une motion BDS](#) « *en tant que moyen d'exercer des pressions sur Israël afin qu'il se plie aux lois internationales et aux droits de l'homme* ».
- La chanteuse de jazz américaine **Cassandra Wilson** [a annulé son spectacle à Holon.](#) Elle a déclaré : « *En tant qu'activiste des droits de l'homme, je m'identifie au boycott culturel d'Israël.* »
- Les produits de la firme israélienne de cosmétiques **Ahava** – qui pille les ressources de la **mer Morte** en **Cisjordanie** occupée et produit des cosmétiques dans une colonie illégale tout en les étiquetant « *made in Israel* » – [ont été retirés des rayons partout au Japon.](#) **DaitoCrea**, le distributeur japonais de la ligne de

cosmétiques d'**Ahava**, a annoncé qu'il cesserait immédiatement de stocker les produits d'**Ahava** en raison de la politique frauduleuse de cette société en matière d'étiquetage.

- Un juge [a rejeté un procès intenté par un groupe de pression israélien](#) contre **Olympia Food Co-op** à **Washington**, aux **États-Unis**, protégeant ainsi la décision de la coopérative de ne pas stocker de produits israéliens et de maintenir le boycott.

Mars :

- Des étudiants en licence de l'Université de **Carleton** à **Ottawa**, au **Canada**, [ont adopté par une majorité écrasante une résolution](#) de soutien des désinvestissements dans les sociétés tirant profit de l'occupation israélienne et des violations des droits de l'homme.
- L'Université de **Glasgow** [n'a plus repris l'eau Eden Springs](#) (une firme israélienne) dans ses cafeterias.
- L'organisation mondiale de justice pour l'eau, **Blue Planet**, [a officiellement adopté les BDS](#) et a condamné la discrimination sur le plan de l'eau et les mesures d'inaccessibilité à l'égard des **Palestiniens** appliquées par **Israël**.
- Les tentatives du gouvernement israélien de promouvoir **Israël** en tant que havre d'« *accueil pour les homosexuels* » tout en nouant des liens avec les communautés **LGBT** aux **États-Unis** et ailleurs dans le monde (ce qu'on appelle communément le « *pinkwashing* ») [ont échoué à Seattle, Tacoma et Olympia, Washington](#).
- Les produits **Ahava** [ne sont plus distribués par une importante chaîne de magasins](#) en **Norvège**.
- **M.E.Ch.A.**, la plus importante association de la jeunesse latino-américaine (**Latin@**) aux **États-Unis**, [a décidé par une majorité écrasante de répondre favorablement à l'appel palestinien aux BDS](#) (**Latin@** est un terme neutre pour Latino – masculin – et Latina – féminin.)

L'annonce a été faite le 30 March, qui marque à la fois la **Journée palestinienne de la Terre** – commémorant les assassinats, les blessures et les arrestations massives de **Palestiniens** qui, en 1976, avaient protesté contre les confiscations de terre – et la Journée **César Chávez**, célébrant le dirigeant mexicain des droits civiques mexicain qui avait mené des actions de boycott et de grève pour les droits des travailleurs agricoles.

Avril :

- L'association des étudiants en candidature de l'Université du **Massachusetts**, à **Boston**, a adopté une [résolution afin de désinvestir chez Boeing](#), une société américaine qui tire profit des violations des droits de l'homme par l'armée israélienne.
- Le deuxième **Mediterranean Delight International Belly Dance Festival** (danse du ventre), qui devait se tenir à **Marrakech**, [a été annulé en raison d'une intervention manifeste des autorités marocaines](#), qui ont subi des pressions de groupes palestiniens de solidarité dans l'ensemble des milieux religieux et culturels du **Maroc**. En outre, le Festival de danse du ventre était sponsorisé en partie par la société israélienne **Sea of Spa**, qui entretient des liens avec **Ahava**.
- L'Association égyptienne de football [a boycotté Adidas](#) du fait que la société sponsorisait le marathon de **Jérusalem**.
- La chaîne britannique de supermarchés **The Co-op** a [décidé d'étendre son boycott](#) des marchandises produites dans les colonies israéliennes des territoires palestiniens occupés à un boycott total des sociétés israéliennes qui se procurent la moindre marchandise dans les colonies.
- Le groupe de musiciens irlandais **Dervish** [a annulé une série de spectacles en Israël](#), déclarant qu'il ne souhaitait pas rompre le boycott.

Mai :

- La professeur de **Columbia**, **Katherine Franke**, [a rallié le boycott universitaire d'Israël](#) et a annoncé qu'elle ne prendrait pas la parole au **Forum de l'Égalité** du fait qu'**Israël** avait été sélectionné comme « *nation éminente* » de la conférence et que l'ambassadeur d'**Israël** **Michael Oren** avait été prévu comme principal orateur.
- Les gouvernements de l'**Afrique du Sud** et du **Danemark** [ont décrété que les produits importés originaires des colonies israéliennes illégales en Cisjordanie occupée seraient étiquetés en tant que tels.](#)
- La Société fiduciaire internationale des **Amis des Quakers** a annoncé [qu'elle désinvestirait pour 900.000 USD d'actions chez Caterpillar](#), la société qui vend à l'armée israélienne des bulldozers utilisés pour démolir des maisons, terres et propriétés palestiniennes. Les bulldozers de **Caterpillar** ont également tué des **Palestiniens** et des internationaux, telle l'activiste américaine **Rachel Corrie** en 2003, qui tentaient de protéger la maison d'une famille palestinienne à **Rafah (Gaza)** d'une démolition imminente.
- L'entreprise multinationale de systèmes urbains **Veolia**, qui est impliquée dans le projet de métro léger à **Jérusalem**, destiné à relier **Jérusalem-Ouest** et les colonies en **Cisjordanie**, [a vu ses contrats refusés par le conseil régional de Haaglanden.](#)
- **Migros**, une chaîne suisse de supermarchés, [a annoncé qu'elle allait étiqueter les produits des colonies israéliennes comme originaires des colonies illégales](#) et non « *made in Israel* », comme ces produits sont habituellement étiquetés.

Juin :

- La direction estudiantine de l'Université de l'État d'**Arizona** [a unanimement fait passer un projet](#) demandant que l'université désinvestisse des sociétés tirant profit des abus israéliens des droits de l'homme.

- Le **Flaming Eggplant Cafe**, un collectif géré par les étudiants à l'**Evergreen State College d'Olympia, Washington**, [a voté le boycott des marchandises israéliennes.](#)
- Le ministre des Finances de la **Norvège** [a exclu la plus grosse société immobilière d'Israël, Shikun & Binui, du Fonds global de pension du gouvernement](#) (le plus gros fonds de pension en Europe), du fait qu'elle participe à la construction de colonies israéliennes illégales à **Jérusalem-Est**.
- Le virtuose indien du tabla, **Zakir Hussein**, [a annulé ses spectacles à Tel-Aviv et Jérusalem](#) suite aux pressions des activistes internationaux pour le boycott.
- Le géant américain des fonds de pension, **TIAA-CREF**, [a désinvesti pour 72 millions de USD chez Caterpillar.](#)

Juillet :

L'**Église presbytérienne des États-Unis** [a décidé de boycotter les produits des colonies israéliennes](#), même si sa résolution en faveur du désinvestissement total a échoué à deux votes près seulement.

Août :

- La firme britannique **Good Energy** a annoncé qu'[elle mettrait un terme à ses relations d'affaires avec G4S](#), le géant de la sécurité privée avec des antécédents bien fournis de complicité dans les violations des droits de l'homme par **Israël**.
- Des **fonctionnaires sud-africains** [ont dissuadé les ressortissants de leur pays de se rendre en Israël](#) en raison des mauvais traitements infligés par ce pays aux **Palestiniens** et un groupe de **maires sud-africains** ont annulé la visite qu'ils prévoyaient en **Israël**.
- Des membres de l'**Église unie du Canada** [ont adopté une résolution de boycott des produits des colonies israéliennes.](#)

- Le Conseil représentatif des étudiants de l'**Université de Witwatersrand (Wits)**, en **Afrique du Sud**, a unanimentement adopté un boycott universitaire et culturel total d'Israël.

Septembre :

- Le groupe libanais internationalement reconnu, **Mashrou' Leila**, a annoncé qu'il ne passerait pas en première partie du spectacle de Red Hot Chili Peppers à Beyrouth, en raison de la décision de ces derniers de ne pas respecter le piquet et de se produire à **Tel-Aviv**, malgré les larges appels mondiaux leur demandant d'annuler leur spectacle.
- **Earlham College**, un petit collège quaker des arts libéraux dans le **Midwest américain**, a annoncé que les services de restaurant du campus allaient cesser de vendre du hummus de la marque Sabra après que des étudiants se furent inquiétés des connexions de la société avec l'occupation israélienne.
- La **Norvège** a mis un terme aux déductions fiscales dont bénéficiaient les organisations allouant des fonds dont bénéficient les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés.
- La **Société fiduciaire des Amis des Quakers** (The Quaker Friends Fiduciary Corporation – FFC), qui gère des investissements dans plus de 300 meetings, écoles, organisations, trusts et fonds des quakers un peu partout aux **États-Unis**, a annoncé qu'elle désinvestissait 390.000 USD de chez Hewlett-Packard et Veolia Environment.
- Après avoir subi l'attention des médias et des pressions des activistes **BDS**, plusieurs associations caritatives et une banque danoises ont décidé de mettre un terme aux contrats de services sécuritaires avec la société de sécurité anglo-danoise G4S en raison du rôle de la société dans l'occupation israélienne.

- La star de football palestinien – et gréviste de la faim – **Mahmoud Sarsak** [a décliné une invitation du club de foot FC Barcelone](#) à participer à un match du fait que le club a également invité à soldat israélien au même match.

Octobre :

- **Mosireen**, un collectif égyptien de médias, [a rejeté une invitation à participer au Creative Time Summit 2012](#) à **New York** en raison du partenariat « *en profondeur* » de ce sommet des loisirs créatifs avec une institution financée par le gouvernement israélien.
- Citant leur forte solidarité avec les **Palestiniens** et leur refus de laisser **Israël** coopter l'expression culturelle, le duo de hip hop **Rebel Diaz** [a également annulé le spectacle](#) qu'ils avaient prévu lors du **Creative Time Summit 2012**.
- **MC The Narcicyst** (Yassin Alsalman, irakien) [s'est lui aussi désengagé du Creative Time Summit à Dubaï](#) en ajoutant : « *Ma décision repose uniquement sur mon soutien à la **Palestine** et à son peuple, notre peuple, mon peuple. En tant qu'**Irakien**, je souhaite que tout le monde prenne la même position à propos de toutes les injustices.* »
- Le **Palestinien MC Boikutt** [a annulé sa participation au festival culturel Salam.Orient](#) en **Autriche**, du fait qu'il était sponsorisé par l'ambassade d'**Israël**.
- [Trois autres artistes arabes ont annulé leurs spectacles au Salam.Orient](#) pour la même raison.
- Afin de remercier **The Electronic Intifada** pour nos articles dénonçant les liens du festival **Salam.Orient** avec **Israël**, **Sabah Alnasseri**, un professeur de sciences politiques de l'**Université de York**, à **Toronto**, [a également annulé la conférence qu'il avait prévue lors du festival](#).
- Le **Conseil région d'Utrecht**, aux **Pays-Bas**, a annoncé

qu'il avait accordé [un contrat de transport urbain à Qbuzz, une société hollandaise, et non à la société Veolia](#), suite aux pressions répétées des activistes du boycott.

Novembre :

- **Veolia** [a loupé un contrat de 63,5 millions de USD](#) suite à la pression de la campagne **BDS** sur le Conseil municipal de **Canterbury**, en **Grande-Bretagne**.
- L'Université technique du **Danemark** [a laissé tomber un projet de collaboration avec une université située dans la colonie illégale d'Ariel](#), à l'intérieur de la **Cisjordanie** occupée.
- Les Étudiants associés de l'**Université de Californie**, à **Irvine**, ont voté unanimement [un appel au désinvestissement des compagnies qui tirent profit de l'occupation israélienne](#).
- **Stevie Wonder** [a annulé un spectacle à Los Angeles au profit de l'armée israélienne](#).

Décembre :

- L'**Internationale des Services publics**, l'un des groupes syndicaux les plus importants de la planète, a [exprimé son soutien à la campagne pour le boycott](#) des marchandises et institutions israéliennes.
- A **Toronto**, au **Canada**, l'**Association des étudiants en licence de l'Université de York** [a voté en faveur d'une résolution de soutien aux BDS](#), et a insisté auprès de l'université pour qu'elle désinvestisse des sociétés qui tirent profit « *des violations des droits de l'homme, des crimes de guerre et de l'oppression* » par **Israël**.
- L'Université d'**Oslo**, en **Norvège**, a annoncé qu'elle [allait laisser tomber son contrat avec la société de sécurité privée G4S](#) en juillet 2013, en raison de l'implication de la firme dans les prisons israéliennes et du fait qu'elle fournit des services et des

équipements aux check-points, au mur d'**Israël** en **Cisjordanie**, aux colonies et aux activités commerciales des colonies.

- Deux firmes d'armes israéliennes ont été [forcées de se retirer de la principale rencontre internationale de l'industrie aérospatiale](#), à **Toulouse**, dans le sud de la **France**, suite à la campagne dirigée par **BDS Sud-Ouest**.
- L'**Union des étudiants en licence de l'Université de Toronto** a adopté une [résolution en faveur de l'appel aux BDS](#), demandant qu'elle soit adoptée également par l'administration de l'université.
- Pour la première fois dans l'histoire, [le Congrès national africain \(ANC\), le parti au pouvoir en Afrique du Sud](#), a officiellement inscrit dans sa politique [l'appel palestinien aux BDS contre Israël](#).
- Au milieu d'une opposition étouffante, **Veolia**, qui tire profit de l'occupation israélienne, [a retiré son offre pour un contrat majeur à Londres](#), et ce, au tout dernier stade du processus.

On peut trouver d'autres succès des **BDS** et de l'activisme sur cette [excellente liste, très complète, établie par Don't Play Apartheid Israel](#), et nous encourageons nos lecteurs à la consulter.

2012 a été une année de développement important, pour le mouvement de boycott dirigé par les **Palestiniens**.

A coup sûr, 2013 construira du solide sur ces victoires dans le monde entier.

Publié sur [The Electronic Intifada](#) le 2/1/2013. Traduction pour ce site : JM Flémal.